COMMISSION
EUROPÉENNE

Bruxelles, le 16.6.2025
COM(2025) 290 final

ANNEX 24

ANNEXES

de la

communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions

Rapport 2025 sur l'état d'avancement de la décennie numérique: continuer à construire la souveraineté et l'avenir numérique de l'UE

{SWD(2025) 290 final} - {SWD(2025) 291 final} - {SWD(2025) 292 final} - {SWD(2025) 293 final} - {SWD(2025) 294 final} - {SWD(2025) 295 final}

European Commission

RAPPORTS SUCCINCTS PAR PAYS 2025

Roumanie

Synthèse

La Roumanie peut s'appuyer sur une infrastructure de connectivité fixe bien développée et renforce aujourd'hui son rôle dans des technologies critiques telles que les semi-conducteurs. Cependant, les lacunes persistantes en matière de R&D, le faible niveau d'innovation des PME et des start-up, ainsi que la lente adoption des technologies émergentes limitent sa compétitivité. Si le pays progresse dans le domaine des services publics numériques, des défis subsistent en ce qui concerne les compétences numériques, l'inclusion et l'intégration de la durabilité dans les infrastructures numériques nationales. S'agissant de la contribution à la décennie numérique, la Roumanie affiche un faible niveau d'ambition, avec 11 cibles nationales, dont 36 % sont alignées sur les cibles de l'UE pour 2030. Le pays suit parfaitement ses trajectoires (sur la base des trajectoires de 2024 définies pour un ICP sur les 8 analysés). La Roumanie a donné suite à 40 % des 15 recommandations émises par la Commission en 2024 en apportant certaines modifications au moyen de nouvelles mesures.

La Roumanie continue à jouer un rôle de premier plan dans le domaine de la connectivité fixe, mais des efforts supplémentaires sont nécessaires en ce qui concerne la 5G. Malgré les efforts récents, les Roumains présentent un très faible niveau de compétences numériques. Des efforts ont été déployés pour renforcer la position de la Roumanie dans la fabrication de semi-conducteurs. Le pays prend également des mesures importantes pour améliorer la numérisation des services publics, notamment par la mise en place d'un nouveau «nuage gouvernemental» et la notification d'un système d'identification électronique. La Roumanie peine à intégrer les technologies numériques dans les activités des entreprises. L'IA et l'analyse des données ne sont pas pleinement exploitées. Le manque d'accès aux capitaux, tant pour les start-up que pour les entreprises en expansion, demeure un problème important qui entrave l'innovation numérique.

ICP de la décennie numérique (1)	Roumanie				UE		Cible de la décennie numérique à l'horizon 2030	
	DESI 2024 (année 2023)	DESI 2025 (année 2024)	Progression annuelle	Trajectoire nationale 2024 (3)	DESI 2025	Progression annuelle	RO	UE
Couverture par réseau fixe à très haute capacité (VHCN)	95,0 %	95,9 %	0,9 %	-	82,5 %	4,9 %	99,0 %	100 %
Couverture FTTP («fibre to the premises»)	95,0 %	95,7 %	0,8 %	-	69,2 %	8,4 %	99,0 %	-
Couverture 5G globale	32,8 %	46,8 %	42,7 %	33,0 %	94,3 %	5,9 %	62,0 %	100 %
Nœuds périphériques (estimation)	5	11	120,0 %	-	2257	90,5 %	-	10000
PME présentant au moins un niveau élémentaire d'intensité numérique (2)	-	69,1 %	14,7 %	-	72,9 %	2,8 %	75,0 %	90 %
Nuage	15,5 %	-	-	-	-	-	40,0 %	75 %
Intelligence artificielle	1,5 %	3,1 %	103,3 %	-	13,5 %	67,2 %	10,0 %	75 %
Analyse des données	21,9 %	-	-	-	-	-	15,0 %	75 %
IA ou informatique en nuage ou analyse des données	28,7 %	-	-	-	-	-	-	75 %
Licornes	0	0		-	286	4,4 %	-	500
Personnes ayant au moins des compétences numériques élémentaires	27,7 %	-	-	-	-	-	50,0 %	80 %
Spécialistes des TIC	2,6 %	2,8 %	7,7 %	-	5,0 %	4,2 %	4,0 %	~10 %
Notification d'un schéma d'identification électronique		Oui						
Services publics numériques pour les particuliers	52,2	62,7	20,2 %	-	82,3	3,6 %	100,0	100
Services publics numériques pour les entreprises	50,0	55,1	10,2 %	-	86,2	0,9 %	100,0	100

Accès aux dossiers de santé en ligne	58,6	75,1	28,2 %	-	82,7	4,5 %	-	100

(1) Voir la note méthodologique pour la description des indicateurs et des autres paramètres.
(2) Le DESI 2025 se base sur la version 4 de l'indice d'intensité numérique (DII), laquelle est comparable à la valeur du DII figurant dans le DESI 2023 (correspondant à l'année 2022) aux fins du calcul de la progression annuelle. Elle n'est pas comparable à la trajectoire nationale qui, elle, est fondée sur la version 3 de l'indice.
(3) Valeur de la trajectoire nationale si elle figure dans la feuille de route nationale et si l'indicateur a été mesuré dans le DESI 2025 (année 2024).

Selon le rapport Eurobaromètre spécial de 2025 sur la décennie numérique, 62 % des citoyens roumains estiment que la numérisation des services publics et privés du quotidien leur facilite la vie. En ce qui concerne l'action des pouvoirs publics, 77 % estiment qu'il est important de contrer et d'atténuer le problème des fausses informations et de la désinformation en ligne. Quant à la compétitivité, 77 % estiment qu'il est important de veiller à ce que les entreprises européennes puissent se développer et devenir des «champions européens» capables d'affronter la concurrence mondiale.

Une UE compétitive, souveraine et résiliente, fondée sur la primauté technologique

La Roumanie reste un chef de file de l'UE dans le domaine de la connectivité, y compris dans les zones à faible densité de population. Il affiche le taux d'adoption de l'internet à haut débit le plus élevé de l'UE pour les connexions supérieures à 100 Mbps et se classe en 3e position au niveau de l'UE en ce qui concerne les connexions supérieures à 1 Gbps. Toutefois, malgré une forte croissance annuelle, la Roumanie continue d'afficher de faibles résultats dans le domaine de la 5G, tant en ce qui concerne la couverture que l'assignation du spectre. Il existe dans le pays un potentiel de croissance important et beaucoup plus de mesures pourraient être prises pour promouvoir les avantages de la connectivité 5G, en particulier la manière dont cette technologie pourrait soutenir les secteurs manufacturier et B2B du pays.

La Roumanie renforce petit à petit sa position dans le domaine des technologies critiques. Elle a récemment adopté sa stratégie nationale relative aux technologies quantiques et annoncé une initiative qui débouchera sur un investissement de 420 millions d'EUR (PNRR) en faveur de la R&D et de la fabrication de semi-conducteurs dans l'industrie automobile. Cette approche, qui associe des entreprises, des universités et des PME européennes, offre la possibilité de créer un écosystème solide pour les semi-conducteurs à moyen et à long terme.

La Roumanie ne compte pas de licornes dans le domaine des TIC et du numérique. Son écosystème de start-up bénéficierait, pour la suite de son développement, de l'instauration de meilleures conditions d'accès au capital, en particulier au capital-risque. En ce qui concerne la cybersécurité, les Roumains prennent moins de mesures que la moyenne de l'UE pour protéger leurs données en ligne. La Roumanie a transposé la directive SRI2 dans sa législation nationale au moyen d'une ordonnance d'urgence.

Protéger les citoyens et la société de l'UE et leur donner les moyens d'agir

La Roumanie investit considérablement dans la numérisation de ses services publics et dans l'augmentation du niveau global de compétences numériques. Il s'agit d'un processus à long terme qui, pour aboutir, nécessite une volonté politique forte, un programme clair et un engagement renouvelé en termes d'efforts et de ressources.

La Roumanie continue d'occuper la dernière place en ce qui concerne les compétences numériques de base, mais elle prend des mesures importantes pour remédier à la situation, en allouant un budget

plus élevé à l'éducation et à certains programmes afin de former les enseignants et d'optimiser le processus éducatif. Il importe que le concept d'acquisition des compétences numériques nécessaires soit intégré tout au long des programmes d'études et constitue un ICP clé pour les investissements tout au long du cycle d'apprentissage.

En ce qui concerne les spécialistes des TIC, la Roumanie compte un grand nombre de diplômés mais n'est pas en mesure de retenir ces talents dans le pays. Le nombre de spécialistes des TIC semble stagner, ce qui pourrait mettre en péril la cible fixée par le pays pour 2030.

La Roumanie présente un modèle constant de croissance robuste en ce qui concerne la numérisation des services publics, mais les résultats absolus restent inférieurs à la moyenne de l'UE. De grands projets, actuellement annoncés ou mis en œuvre, devraient transformer la manière dont les services publics sont fournis. Ils exigeront cependant un degré de développement et de maintenance approprié au fil du temps. Les entités publiques qui gèrent ces projets devraient disposer des ressources nécessaires (financement, gestion de projets, spécialistes des TIC) pour assurer la poursuite de ces projets après la finalisation du contrat initial. Une rationalisation des multiples projets existants qui ont été menés en tant que «point de contact unique» pourrait également être envisagée.

En ce qui concerne la santé en ligne, la Roumanie a progressivement amélioré ses résultats, mais tous les types de données ne sont pas disponibles. Par ailleurs, moins de 50 % des prestataires de soins de santé sont connectés et fournissent des données. Une nouvelle stratégie relative à la numérisation du système de santé est en cours d'élaboration. Une nouvelle plateforme d'assurance maladie, qui devrait remplacer la plateforme actuelle, est attendue pour 2026.

Tirer parti de la transformation numérique pour un verdissement intelligent

En ce qui concerne les progrès réalisés dans la double transition, la Roumanie progresse lentement vers une approche intégrée qui permettra de rendre les infrastructures numériques plus vertes et de surveiller les réductions d'émissions.

Feuille de route stratégique nationale pour la décennie numérique

La Roumanie n'a pas présenté de mise à jour de sa feuille de route nationale pour la décennie numérique. Compte tenu du point de départ de la Roumanie, la feuille de route propose des objectifs ambitieux, notamment en ce qui concerne l'utilisation des services numériques et le nombre de spécialistes des TIC.

Dans l'ensemble, la feuille de route est un document essentiel pour garantir l'appropriation et la supervision des mesures nécessaires pour atteindre les cibles nationales. Elle a été formellement adoptée par le gouvernement roumain en octobre 2024.

La feuille de route est constituée de 98 mesures dotées d'un budget total de 3,6 milliards d'EUR (soit 1,01 % du PIB) dont une part considérable provient du plan national pour la reprise et la résilience. L'accent est principalement mis sur la numérisation des services publics et le renforcement des compétences numériques. Une priorité moindre semble être accordée à la numérisation des entreprises et aux technologies avancées (semi-conducteurs, technologies quantiques, nœuds périphériques). Comme en 2023, la Roumanie n'a pas mentionné de cibles pour la santé en ligne, les technologies quantiques, les nœuds périphériques et les semi-conducteurs. Aucune des cibles existantes n'a été revue.

Roumanie

Financement et projets en faveur du numérique

La Roumanie consacre 22 % du budget total de son plan pour la reprise et la résilience au numérique (5,8 milliards d'EUR)[1]. En outre, dans le cadre de la politique de cohésion, 2,7 milliards d'EUR, soit 9 % du financement total du pays au titre de la politique de cohésion, sont consacrés à la poursuite de la transformation numérique de la Roumanie[2]. La Roumanie est membre de l'EUROPEUM-EDIC. Le pays participe directement au PIIEC sur la microélectronique et les technologies de la communication (PIIEC-ME/TC). La Roumanie est également l'un des États membres de l'entreprise commune EuroHPC et de l'entreprise commune «Semi-conducteurs».

La Roumanie a contribué à l'accélérateur de bonnes pratiques[3] en partageant une bonne pratique dans le cadre du pôle «Compétences numériques» (compétences dans les technologies avancées pour les PME).

Droits et principes numériques

Selon une étude d'appui, la Roumanie a été relativement active dans la mise en œuvre de la **déclaration européenne sur les droits et principes numériques**, avec 62 initiatives au total et deux nouvelles initiatives en 2024. La Roumanie est surtout active lorsqu'il s'agit de placer les citoyens au centre de la transformation numérique. L'activité est plus mesurée en ce qui concerne la durabilité et la mise en place d'un environnement numérique équitable. Ce sont les mesures visant à placer les citoyens au centre de la transformation numérique qui semblent avoir le plus grand impact sur le terrain, contrairement à celles qui concernent la liberté de choix.

Recommandations

- **Services publics numériques**: continuer à mobiliser les ressources nécessaires (financement, gestion de projets, spécialistes des TIC) en faveur de la numérisation des services publics, y compris après la mise en place initiale (maintenance et soutien). Une rationalisation des multiples projets existants qui ont été menés en tant que «point de contact unique» pourrait également être envisagée.
- **Compétences numériques élémentaires**: continuer à intégrer les compétences numériques de base en tant que composante essentielle du processus éducatif, tant pour les enseignants que pour les étudiants. Envisager comme une priorité la mise à niveau des compétences, en particulier pour les personnes employées dans le secteur privé et les personnes âgées.
- **Santé en ligne**: continuer à élargir les sources de données disponibles en ligne. Adopter et mettre en œuvre la nouvelle stratégie sur la numérisation du système de santé, en tenant compte des besoins des utilisateurs et de la facilité d'utilisation.

[1] La part des dotations financières qui contribuent aux objectifs numériques a été calculée en utilisant l'annexe VII du règlement établissant la facilité pour la reprise et la résilience. Dernière mise à jour des données: 16 mai 2025.

[2] Ce montant comprend tous les investissements spécifiquement destinés à la transformation numérique ou apportant une contribution substantielle à celle-ci au cours de la période de programmation 2021-2027 de la politique de cohésion. Les fonds proviennent du Fonds européen de développement régional, du Fonds de cohésion, du Fonds social européen plus et du Fonds pour une transition juste.

[3] L'accélérateur de bonnes pratiques (*Best Practice Accelerator* ou *BPA*) est une plateforme qui permet aux États membres de partager les mesures fructueuses et les difficultés rencontrées dans leurs efforts pour atteindre leurs cibles et objectifs de la décennie numérique. Les bonnes pratiques sont mises à la disposition des États membres par l'intermédiaire du répertoire BPA et présentées dans le cadre d'ateliers organisés régulièrement, actuellement axés sur trois thématiques: Compétences numériques, informatique verte et adoption des technologies numériques.

- **Spécialistes des TIC et compétences avancées en matière de TIC**: renforcer les compétences numériques des PME en simplifiant les mesures de soutien et en associant les parties prenantes à l'identification des besoins du marché. Recenser les moyens permettant d'attirer et de retenir les talents dans le domaine des TIC.
- **Licornes**: sur la base des programmes existants, la Roumanie devrait recenser les moyens permettant de soutenir l'expansion des entreprises et diversifier les possibilités de financement pour les entreprises innovantes.
- **Adoption des technologies de pointe**: poursuivre les efforts, y compris par l'intermédiaire des EDIH, afin d'accroître l'adoption des services d'informatique en nuage et d'IA par les entreprises, quelle que soit leur taille. Continuer à augmenter le nombre de nœuds périphériques déployés et assurer le lien avec les travaux réalisés sur les semi-conducteurs, les technologies quantiques et l'internet des objets.
- **5G**: accroître la couverture globale en 5G, y compris dans la bande de fréquences 3,4-3,8 GHz, et intensifier l'assignation du spectre.
- **Double transition numérique et écologique**: élaborer une stratégie globale permettant d'aligner la numérisation sur les objectifs environnementaux.